L'ÉPARGNE-PENSION MENACÉE ?

La fiscalité va changer pour l'assurance-vie et l'épargne-pension. Un expert analyse et critique.

Le passé n'est pas remis en cause. Mais le régime fiscal de l'assurance-vie va être modifié dès que le Parlement aura approuvé la réforme dévoilée la semaine dernière par le gouvernement. Pour le ministre des Finances Philippe Maystadt, cette réforme s'imposait essentiellement pour deux raisons. Primo, avec le succès populaire de l'épargne-pension, le coût pour l'État en termes de perte de recettes fiscales était devenu trop important. Secundo, le système actuel n'est pas très équitable puisque au plus les revenus de l'épargnant-contribuable sont élevés, au plus l'avantage fiscal est important parce que celui-ci est lié au taux marginal d'imposition qui augmente avec les revenus. L'objectif du ministre des Finances était donc de réduire

l'avantage fiscal, tout en rendant le système plus « juste ».

Objectif atteint ? Pas si sûr. L'association des consommateurs Test-Achats avait été la première à réagir. Ses conclusions étaient très sévères : *les considérations d'équité avancées par le gouvernement ne sont qu'un leurre*. Jean-François Biernaux insiste : *les modifications annoncées atteindront d'abord les revenus modestes*. Des commentaires accueillis avec surprise du côté des compagnies d'assurances.

Nous avons interrogé à ce propos le professeur Christian Jaumain. Ancien directeur général pour la Belgique de la compagnie Zurich Assurances, chargé de cours à l'Université catholique de Louvain et consultant indépendant, M. Jaumain vient d'être nommé à titre d'expert de la Commission des Assurances, un organe consultatif du secteur de l'assurance.

■ Partagez-vous l'analyse de Test-Achats ?

□ Oui. En règle générale, au plus les revenus sont bas, au plus l'épargnant sera pénalisé.

Ce qui est paradoxal. En outre, dans la plupart des cas, le supplément d'impôt est plus élevé pour les ménages à un revenu que pour les isolés. En simplifiant, je dirais que les jeunes, les revenus modestes et souvent les ménages à un revenu seront plus matraqués.

■ La réforme réduira certes la déduction fiscale annuelle, mais d'autres taxes vont être réduites ou supprimées. Cela affectera le rendement de l'investissement...

□ Assurément. Il faut rappeler qu'une opération d'épargne s'apprécie par son rendement exprimé en pourcentage. Les avantages fiscaux devraient se traduire par un supplément de rendement, qui dépend aussi de la durée de l'épargne, donc de l'âge puisque le contrat doit normalement se terminer au plus tôt à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes. Or si l'on compare le supplément de rendement que les avantages fiscaux permettent d'obtenir dans le système actuel et dans le nouveau système, que constate-t-on ? Qu'un homme de 25 ans, dont l'épouse dispose d'un revenu, et dont les revenus imposables nets sont de 800.000 francs, obtient un rendement supplémentaire de 0,6 % dans le nouveau système contre 1 % dans le système actuel. Pour un homme de 55 ans disposant d'un revenu de 800.000 francs, le rendement supplémentaire est de 2,6 % dans le nouveau système contre 4 % pour le système actuel. Pour ce niveau de revenu de 800.000 francs, le système

EPARGNE-PENSION ET ASSURANCE-VIE LE COÛT DE LA RÉFORME FISCALE

REVENU IMPOSABLE NET	SUPPLEMENT D'IMPOT Isolé ou ménage à 2 revenus	SUPPLEMENT D'IMPOT Ménage à 1 revenu
600.000 F	18,66 %	10,50 %
700.000 F	15,99 %	10,50 %
800.000 F	13,99 %	14,00 %
900.000 F	12,44 %	15,15 %
1.000.000 F	11,19 %	14,79 %
1.100.000 F	10,03 %	17,54 %
1.200.000 F	13,77 %	16,07 %
1.300.000 F	12,72 %	14,84 %
1.400.000 F	11,81 %	13,62 %
1.500.000 F	11,02 %	17,38 %
1.600.000 F	10,33 %	16,29 %
1.800.000 F	12,50 %	14,48 %
2.000.000 F	12,50 %	14,11 %
2.500.000 F	15,00 %	12,50 %
3.000.000 F	15,00 %	15,00 %

Les deux colonnes expriment la diminution de la réduction d'impôt, directement liée à la réforme fiscale et calculée en % de la prime. Cette réduction de l'avantage fiscal varie selon le niveau des revenus.

nouveau se situe ainsi en moyenne à 65 % du système actuel, indépendamment de l'âge. En dessous de 800.000 francs, cela varie entre 45 % et 55 %. Par contre, entre 1,5 million et 2 millions de revenus, le rendement supplémentaire issu du nouveau système sera de plus de 75 %. Le rendement

supplémentaire se trouve donc davantage diminué pour les revenus modestes que pour les revenus élevés. De plus, le rendement supplémentaire devient très faible, moins de 1 %, pour les revenus de moins de un million et pour les épargnants les plus jeunes. On peut donc se demander si un supplément de

rendement de 0,5 % à 1 % est bien suffisant pour compenser le blocage de l'épargne pendant autant d'années, a fortiori lorsque ce rendement supplémentaire s'ajoute à un rendement de base, en partie aléatoire.

■ Pour les assureurs, la réforme ne remet pas en cause la compétitivité de la formule de l'assurance-pension. Vous n'êtes donc pas de cet avis ?

□ Les mesures gouvernementales constituent une diminution sévère et inutilement maladroite des avantages fiscaux de l'assurance-vie et de l'épargne-pension. Et il faut craindre qu'elles ne privent l'épargne-pension de son caractère largement populaire. Les avantages fiscaux ont un sens. Il ne faut pas les supprimer, car ils sont nécessaires pour inciter les épargnants à se constituer une pension complémentaire individuelle. Mais il faut que les avantages fiscaux soit significatifs quel que soit le niveau de revenu, l'âge et le statut du contribuable. Par-dessus tout, le système doit être aussi simple que possible. Ce qui sera d'ailleurs le meilleur garant contre les agressions fiscales ultérieures éventuelles.

■ Le nouveau système, avec le remplacement du taux marginal par un taux moyen, ne va pas dans le sens d'une plus grande transparence...

□ Non. C'est trop compliqué. Je me demande comment les assureurs vont s'y prendre pour expliquer les nouvelles conditions à leurs clients...

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LANCKMANS

Le Soir 14/8/1992